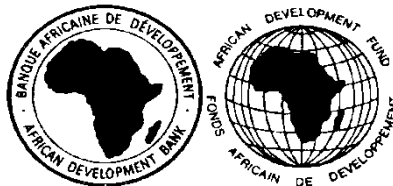


**BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



GHANA : MISE À JOUR 2010 DU DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS 2005 – 2009

ET DEMANDE DE PROROGER A 2011 LA VALIDITE

**DÉPARTEMENT RÉGIONAL, OUEST 1 – ORWA
JUILLET 2010**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
1. <u>INTRODUCTION</u>	1
2. <u>CONTEXTE DU PAYS, CLIMAT DES AFFAIRES ET PERSPECTIVES</u>	2
2.1 Contexte politique, économique et social	2
2.2 Secteur privé et climat des affaires	5
2.3 Perspectives à moyen terme	6
3. <u>ÉTAT D'EXÉCUTION DU DSP 2005 – 2009 ET ASSISTANCE DU GROUPE DE LA BANQUE</u>	7
3.1 Etat d'exécution du DSP 2005 – 2009 dur Ghana	7
3.2 Gestion du portefeuille	8
4. <u>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT</u>	10
5. <u>DIALOGUE PAYS</u>	11
6. <u>STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR 2010 - 2011 ET RÉSERVE DE PROJETS</u>	11
6.1 Stratégie d'intervention de la Banque pour 2010 - 2011	11
6.2 Activités liées à la stratégie pour 2010 - 2011	12
7. <u>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</u>	13
 <u>ANNEXES</u>	
1. Ghana : Indicateurs macroéconomiques choisis	1
2. Ghana : Indicateurs socioéconomiques comparatifs	1
3. Ghana : Avancement vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement	2
4. Ghana : Opérations en cours du Groupe de la Banque	2
5. Résumé des résultats du DSP original et situation au 31 décembre 2009	1
6. Opérations du secteur public du Groupe de la Banque prévues durant la période du DSP	1
7. Carte du Ghana	1

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABMD	Appui budgétaire multidonateurs
BAD	Banque africaine de développement
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CODE	Comité d’évaluation des opérations et pour l’efficacité du développement
DfID	Département pour le développement international (RU)
DSIR	Document de stratégie d’intégration régionale
DSP	Document de stratégie pays
DSPAR	Document de stratégie pays axé sur les résultats
DTS	Droits de tirage spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds africain de développement
FMI	Fonds monétaire international
FSN	Fonds spécial du Nigeria
GHS	Cédi ghanéen
GOG	Gouvernement du Ghana
GTZ	Coopération technique allemande
INB	Investissement national brut
MDA	Ministères, Départements, Agences
MMDA	Assemblées métropolitaines, municipales et de districts
MOFA	Ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture
MOFEP	Ministère des Finances et de la Planification économique
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PGF	Productivité globale des facteurs
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RSP	Réforme du secteur public
SCRP	Stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté
S&E	Suivi et évaluation
UC	Unité de compte
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar des États-Unis

EXERCICE BUDGÉTAIRE

1er janvier - 31 décembre

**ÉQUIVALENCES MONÉTAIRES
(Juin 2010)**

Monnaie nationale	=	Cédi ghanéen (GHS)
1UC	=	1 DTS
1UC	=	2,14126 GHS
1UC	=	1,47433 dollar
1UC	=	1,19051 euro

POIDS ET MESURES

Système métrique

Membres de l'équipe pays	M. Janvier K. Litse, Directeur, ORWA ; M. Alieu Jeng, Représentant résident, GHFO ; M. Ferdinand Bakoup, Spécialiste en chef en économie, ORWA ; M. Samuel C. Ijeh, Économiste pays principal, ORWA ; M. Korka Diallo, Chargé de programmes pays principal, ORWA ; M. Patrick Agboma, Chargé de programmes pays principal, GHFO ; M. Jean-Pierre Mutsinzi, Ingénieur électricien principal, OINF.3 ; M. Tilahun Temesgen, Spécialiste principal du développement du secteur privé, OSGE.2 ; M ^{me} Alice Nabalamba, Statisticienne principale, ESTA.2 ; M ^{me} Maimouna Ly Diop, Analyste principale de la santé, GHFO ; M. Tom Robert Mugoya, Ingénieur principal en eau et assainissement, OWAS.1 ; M ^{me} Lydie Ehouman, Économiste principale des transports, OINF.1 ; M. Mothobi Matila, Économiste principal, OSGE.2 ; M. Albert Mwangi, Chargé de sylviculture supérieur, OSAN.4 ; M. Bouchaib Boulanouar, Responsable d'élevage supérieur, OSAN.2 ; May Ali Babiker, Spécialiste supérieur en matière de genre, OSHD.0 ; M ^{me} Marie-Hellen Minja, Ingénieure supérieure des transports, OINF.1 ; M ^{me} Marianne Kurzweil, Agroéconomiste (JP), OSAN.2 ; M ^{me} Eline Okudzeto, Macroéconomiste, GHFO ; M. Philip Boahen, Agroéconomiste, GHFO ; M ^{me} Efua Amissah-Arthur, Spécialiste du développement social, GHFO ; M ^{me} Nanette Derby, Spécialiste du secteur privé, GHFO ; M. Michael Kobina Kane, Spécialiste des infrastructures, GHFO ; M. Daniel Osei-Boakye, Assistant aux acquisitions, GHFO ; M ^{me} Jemima Tettey-Cofie, Assistante aux décaissements, GHFO.
---------------------------------	--

1. INTRODUCTION

1.1 La présente mise à jour du Document de stratégie pays (DSP) vise à informer les Conseils de l'état d'exécution du Document de stratégie pays 2005-2009 de la Banque pour le Ghana (ADB/BD/WP/2005/71-ADF/BD/WP/2005/81), qui avait été approuvé par les Conseils d'administration en juillet 2005, et à solliciter son extension à décembre 2011. Cette extension de la validité du DSP permettra au Groupe de la Banque de mieux aligner le cycle de son DSP sur le cycle de planification du Gouvernement.

1.2 La stratégie de développement actuelle du Gouvernement est définie dans la SCRP II, couvrant la période 2006-2009, axée principalement sur les politiques favorables à la croissance et le développement du secteur privé, et dont l'objectif primordial est l'accession au statut de pays à revenu intermédiaire. La SCRP II est arrivée à expiration à la fin de 2009 et elle devra être remplacée par le Cadre stratégique de développement à moyen terme (MTDPF) actuellement en cours de préparation par le Gouvernement. Pendant la finalisation et l'approbation du MTDPF, les politiques gouvernementales à moyen terme sont mises en œuvre sur la base du Cadre de dépenses à moyen-terme (CDMT) 2010-2012 du Gouvernement. Le CDMT vise à consolider les réalisations au titre de la SCRP II. Pendant la période d'extension, la stratégie du Groupe de la Banque sera alignée sur le Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) 2010-2012 du Gouvernement. Le nouveau DSPAR de la Banque, qui sera subordonné à la finalisation du MTDPF par le Gouvernement, sera élaboré et soumis à l'appréciation du Conseil en 2011. Parallèlement, un rapport d'achèvement du DSP 2005-2009 du Ghana sera également élaboré.

1.3 En approuvant le Document de stratégie pays 2005-2009, les Conseils ont recommandé l'alignement étroit du DSP sur la SCRP ainsi que sa forte concentration sur les résultats. Par ailleurs, ils ont noté les progrès accomplis par le Gouvernement en matière de maintien de la stabilité macroéconomique, de réduction de la pauvreté et de réalisation des OMD. Cependant, les Conseils ont souligné qu'en dépit des progrès enregistrés en matière de réduction de la pauvreté, de nombreux défis restaient à relever en vue de l'atteinte des OMD, d'une mobilisation accrue des ressources, d'une gestion saine de la gouvernance et du secteur public, de la restructuration du secteur de l'électricité, et de la mise en œuvre de politiques monétaires favorables au maintien d'une inflation à un chiffre. Compte tenu de l'importance globale de la croissance et du développement du secteur privé, les Conseils ont invité le Gouvernement à entreprendre de vastes réformes structurelles pour diversifier l'économie et améliorer l'environnement économique et réglementaire en vue du développement du secteur privé. De plus, les Conseils ont salué la mise au point du programme d'Appui budgétaire multidonateurs (ABMD) et invité la Banque à faire en sorte qu'il y ait une collaboration étroite entre les donateurs afin d'éviter les doubles emplois et de maximiser l'efficacité des interventions en matière de développement au Ghana.

1.4 La présente mise à jour du Document de stratégie pays (DSP) pour le Ghana donne un aperçu des évolutions économiques récentes dans le pays, de l'état d'exécution du DSP 2005-2009, des stratégies gouvernementales visant à relever les défis de développement du pays, ainsi que de la stratégie et des projets du Groupe de la Banque envisagés pour la période 2010-2011. La mise à jour du DSP suggère de poursuivre l'objectif stratégique du DSP 2005-2009, dans la mesure où il reste aligné sur les priorités du pays en matière de développement. Cette analyse est fondée sur des données et des informations recueillies lors d'une mission de la Banque au Ghana en décembre 2009, et sur les dernières mises à jour provenant du bureau de la Banque au Ghana.

2. CONTEXTE DU PAYS, CLIMAT DES AFFAIRES ET PERSPECTIVES

2.1 Contexte politique, économique et social

2.1.1 *Le processus démocratique a enregistré des avancées remarquables au Ghana au cours de la décennie écoulée.* Ainsi, le classement du Ghana en matière de droits politiques, de libertés civiles et de liberté de la presse est parmi les meilleurs en Afrique, et ce pays constitue un excellent exemple de bonne performance économique et politique en Afrique de l'Ouest. Les dernières élections présidentielles et législatives ont eu lieu le 7 décembre 2008, avec un deuxième tour le 28 décembre 2008 qui a donné une légère majorité en faveur du National Democratic Congress (NDC) qui a remporté 114 sièges sur les 230 que compte le parlement, contre 107 pour le New Patriotic Party (NPP).

2.1.2 *L'économie ghanéenne reste solide en dépit de la crise mondiale.* Malgré la crise alimentaire et énergétique qui a sévi du début de 2007 à la fin de 2008, l'économie ghanéenne demeure solide. La croissance économique soutenue enregistrée au cours des dix dernières années a été maintenue en 2008, avec une croissance moyenne du PIB réel de 6,3 % au cours de la période du DSP (2005-2008)¹, en dépit des ruptures d'approvisionnement en électricité observées au second semestre de 2006 qui ont persisté jusque dans la première moitié de 2007. La croissance économique robuste des dernières années a été essentiellement soutenue par des politiques budgétaires expansionnistes, une solide performance agricole, la vigueur des transferts de fonds des migrants, la croissance accrue du secteur tertiaire et une forte contribution du secteur aurifère qui n'a cessé d'attirer de nouveaux investissements. Certes, l'économie ghanéenne a pu résister aux effets de la première phase de la crise financière mondiale, mais elle présente des signes de ralentissement dus aux effets de la deuxième phase de la crise financière et de la récession économique mondiales. Ce ralentissement, associé au resserrement des politiques par les pouvoirs publics, a entraîné une baisse des prévisions de croissance pour 2009, qui ont été ramenées à 4,7 %, comparé à un objectif fixé dans le budget 2009 de 5,9 % et à un moyenne de 2 % pour l'Afrique subsaharienne.

2.1.3 L'agriculture et l'exploitation minière sont traditionnellement deux secteurs très importants de l'économie ghanéenne en termes de contribution à la productivité et à la croissance du PIB, à l'emploi et aux exportations. L'agriculture représente à elle seule près de 50 % des emplois et 40 % du PIB et des exportations. En outre, d'importantes réserves pétrolières ont été découvertes en 2007 au Ghana et le pays devrait commencer à produire du pétrole vers la fin de 2010. Cependant, le pays n'est pas pour autant à l'abri de risques de mauvaise utilisation des recettes pétrolières, dans la mesure où le cadre institutionnel encourage la mainmise du pouvoir politique sur la rente pétrolière², pourrait réduire à néant certains des importants progrès accomplis par le Ghana en matière de gouvernance et de responsabilité gouvernementale. Le pays n'est pas non plus à l'abri du « syndrome hollandaise », phénomène qui, lorsque la découverte du pétrole n'est pas gérée convenablement, peut provoquer de fortes tensions sur les secteurs non pétroliers de l'économie, qui pourraient entraîner un ralentissement de la croissance après les premières

¹ La croissance du PIB réel en 2008 a atteint un taux de 7,3 %, 2008 marquant pour le Ghana la 8^e année consécutive de croissance accélérée du PIB réel et la 5^e année consécutive où le pays a enregistré un taux de croissance d'au moins 5 %.

² Le risque de mainmise du pouvoir politique sur les ressources pétrolières se manifeste lorsque des groupes ou des individus investis du pouvoir politique accaparent des recettes pétrolières pour satisfaire leurs intérêts personnels plutôt que de servir l'intérêt général.

années du boom pétrolier. L'agriculture pourrait plus particulièrement payer un lourd tribut au syndrome hollandais pendant le boom pétrolier. Si les ressources générées par l'exploitation pétrolière et gazière ne sont pas bien gérées, les effets combinés de ces risques pourraient gravement compromettre les perspectives de développement du Ghana à moyen terme.

2.1.4 Les déficits jumeaux (budgétaire et du compte courant) s'est rétréci en 2009. Suite à l'adoption par le Gouvernement d'un plan pluriannuel de stabilisation financière, le déficit budgétaire, qui s'était constamment élargi entre 2005 et 2008, s'est rétréci en 2009, et en termes de trésorerie, il a fini l'année à 9,7 % à la fin de l'année, contre un objectif de 9,4 %. Cependant, ceci n'a été obtenu que grâce à un report des transferts de recettes sur des comptes statutaires (2,4% du PIB) et à l'accumulation de nouveaux arriérés envers des fournisseurs intérieures (1,8% du PIB). Ces arriérés ont eu un impact sur le secteur bancaire et conduit à l'arrêt de certains projets. Par conséquent, sur une base engagement, et si l'on inclus les arriérés, le déficit budgétaire qui était de 20,1% en 2008 s'est rétréci à 14% en 2009. Un déficit de 8% du PIB est ciblé pour 2010, mais pour le premier trimestre seulement, les données provisoires sur l'exécution du budget 2010 indiquent un déficit budgétaire, base caisse, de 4,1% du PIB. Sur une base engagement, les projections montrent que les dépenses en 2010 seront globalement inchangées par rapport à 2009. Les domaines où il existent des pressions de dépenses concernent les paiements d'intérêts et la masse salariale puisque les autorités souhaitent unifier la structure des rémunérations dans le secteur public. Un grand problème se pose, qui a trait à la composition des dépenses publiques avec un accent particulier sur l'investissement d'appui à la croissance économique. Le solde des transactions courantes, qui avait dégringolé d'un excédent de 0,5 % du PIB en 2003 à un déficit de 19,3 % en 2008, a enregistré une nette amélioration en s'établissant à un déficit estimé à 5,3 % du PIB à la fin de 2009, comparé à un objectif de 13 %. Cette évolution a conduit à une balance des paiements globale positive. Cette amélioration a été principalement due à une hausse modérée des exportations en raison d'une productivité accrue et de l'envol des prix de l'or et du cacao, associés à une diminution importante des importations ainsi qu'à la réception de 670 millions de DTS au titre du programme de la FRPC du FMI. Cependant, la production pétrolière et gazière attendue à partir de la fin de 2010 constitue une excellente opportunité à moyen terme pour diversifier l'assiette fiscale, et elle devrait doter l'État de la marge de manœuvre budgétaire voulue pour investir dans des programmes de réduction de la pauvreté. Toutefois, il faudra maintenir des politiques propices à la stabilité macroéconomique, y compris l'assainissement des finances publiques et le renforcement de l'exécution du budget.

2.1.5 Inflation et taux de change : En raison de la dépréciation du taux de change et des pressions de la demande, ainsi que de la flambée des cours internationaux du pétrole et des ajustements des prix des services et des produits pétroliers, le taux d'inflation (à la fin de la période) s'est accéléré, passant de 10,9 % en 2006 à 12,8 %, 18,4 % et 20,7 % en 2007, 2008 et mi-2009 respectivement. Cependant, grâce à une croissance plus faible, une politique budgétaire et monétaire plus restrictive, et une appréciation du taux de change depuis juillet 2009, le taux d'inflation a baissé de 20,7% en juin 2009 à 9,5% en juin 2010. La volatilité du prix du pétrole, l'augmentation du prix de l'électricité et la mise en œuvre de la structure de salaire unique constituent des défis pour maintenir l'inflation à un niveau bas. La Banque centrale du Ghana a, depuis le début de 2010, réduit le taux de politique monétaire cummulative de 450 points de base (la dernière étant une réduction de 150 points de base en juillet 2010), ce qui a ramené le taux de politique monétaire à 13,5%. Le taux de change s'est déprécié de près de 50 % face au dollar entre 2008 et la première moitié de 2009, en raison des déséquilibres macroéconomiques du Ghana et de la baisse des rentrées de devises. Toutefois, à partir de mi-2009, on a observé des signes de stabilisation du taux de change.

Toutefois, l'ajustement du taux de change a été largement compensé par le taux d'inflation élevé du Ghana et l'appréciation du dollar. Par conséquent, le taux de change effectif réel à mi-2009 ne s'était déprécié que d'environ 8 % par rapport à 2007.

2.1.6 *Développements sociaux récents* : En raison d'une performance économique robuste au cours des quinze dernières années, le Ghana a réduit pratiquement de moitié son taux de pauvreté national, qui est passé de 51,7 % en 1992 à 28,5 % en 2006. Le pays est bien en voie d'atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) qui consiste à réduire de moitié la pauvreté et à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2015. D'autres objectifs sont en bonne voie d'être atteints, à savoir : assurer l'éducation primaire pour tous en améliorant sensiblement l'accès à l'enseignement primaire, les indicateurs de santé et l'accès à l'eau potable. À titre d'exemple, le taux net d'inscription dans l'enseignement primaire a enregistré des avancées remarquables, passant de 60 % en 2004 à 88,5 % au cours de l'année scolaire 2008/2009. Le taux brut d'admission (TBA) a dépassé 100 % et, compte tenu du fait que les élèves inscrits restent à l'école et ne désertent pas ni ne redoublent, l'objectif d'achèvement universel du primaire est bel et bien réalisable d'ici à 2012. Le Ghana a accompli des progrès notables en matière de promotion de l'égalité des sexes et le gouvernement veille actuellement à ce que l'établissement du budget dans trois ministères tienne compte des spécificités de chaque sexe. Cependant, bien qu'il existe un cadre politique et juridique assez global pour les questions liées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de la femme, sa mise en œuvre reste à la traîne et de nombreuses disparités existent encore entre l'homme et la femme. En outre, les progrès ont été lents dans d'autres secteurs des OMD, tels que l'éradication de la faim et de la malnutrition, ainsi que la réduction de la mortalité maternelle et infantile, et il est peu probable que les cibles liées à ces indicateurs soient atteintes. En raison de son taux particulièrement élevé, la mortalité maternelle a récemment été déclarée urgence nationale. La lutte contre le VIH/sida reste un défi majeur, bien que l'OMD y relatif soit en bonne voie.

2.1.7 *Réformes structurelles et gouvernance économique* : D'importantes réformes structurelles ont été menées au cours des dernières années, en particulier dans le cadre de la gestion économique et de l'assainissement des finances publiques. Au cours de la période du DSP, le gouvernement a pris des mesures en vue de l'assainissement des finances publiques, à savoir : le renforcement des mécanismes d'audit interne dans les MDA, l'amélioration de l'établissement de rapports budgétaires, la réforme de la trésorerie, le déploiement du système informatisé de gestion de la paie, et l'adoption d'un nouveau calendrier de préparation du budget pour faire en sorte que les crédits soient approuvés avant le début de l'exercice financier. Des mesures ont également été prises en vue de renforcer le contrôle bancaire, de promouvoir l'intensification des circuits financiers et de mettre en place des mesures de sauvegarde contre le blanchiment d'argent. Par contre, la mise en œuvre de la Stratégie de réforme du secteur public (RSP) de 2006 a été lente, et des réformes efficaces dans la fonction publique restent à faire, notamment le redimensionnement des MDA. Par ailleurs, le gouvernement doit encore définir et mettre en œuvre une politique de décentralisation intégrale en vue de renforcer la gouvernance à l'échelle nationale et d'améliorer la prestation de services publics au niveau des Assemblées métropolitaines, municipales et de district (MMDA). La découverte du pétrole engendre de nouveaux défis de gouvernance dans les secteurs pétrolier et gazier, en particulier pour la gestion des ressources publiques. Le gouvernement se doit d'accélérer l'action sur le cadre budgétaire, réglementaire et institutionnel requis pour le secteur des hydrocarbures.

2.2 Secteur privé et climat des affaires

2.2.1 **Caractéristiques générales et rôle du secteur privé** : D'après les estimations, le secteur privé ghanéen compte environ 80 000 sociétés inscrites au registre de commerce et 220 000 partenariats enregistrés. Le secteur privé est dominé par les entreprises du secteur informel, près de 90 % des compagnies étant constitués de microsociétés et de petites et moyennes entreprises employant moins de 20 personnes. Bien qu'étant essentiellement un micro-secteur non structuré, le secteur privé (y compris le secteur informel) reste le principal employeur au Ghana (totalisant environ 90 % de la main-d'œuvre du pays), et la principale source d'exportations. Le segment informel du secteur privé procure des emplois et des moyens de subsistance à de nombreux Ghanéens peu qualifiés représentant environ 91 % des emplois créés par le secteur privé. En termes de concentration sectorielle, les secteurs des services à la personne et de détail seraient les principaux employeurs, suivis de l'artisanat et des services sociaux. Le secteur privé devrait continuer à jouer un rôle majeur dans la marche du pays vers la création d'emplois productifs. Il joue un rôle important dans le développement économique global à travers l'expansion industrielle, l'amélioration de la productivité et la création d'emplois et de richesses. De plus, il est d'un apport non négligeable dans les recettes publiques à travers la fiscalité, et les données existantes estiment à 40 % et à 22 % respectivement la contribution du secteur privé au revenu national brut et au produit intérieur brut réel.

2.2.2 **Accroître la productivité : un défi majeur pour l'amélioration de la compétitivité et le développement du secteur privé au Ghana.** Le développement du secteur privé, indispensable pour une croissance économique à base élargie, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois, reste entravé par des problèmes ayant trait à la productivité et à la compétitivité. D'après l'Indice de compétitivité mondiale 2009, le Ghana est confronté à d'importants défis en matière de productivité et de compétitivité. Ce rapport met également en exergue la faiblesse relative des secteurs liés aux technologies, à l'innovation, à l'éducation et à l'efficacité du marché du travail. Dans le Rapport sur la compétitivité mondiale 2009, le Ghana est classé 102^e sur 134 pays. Les entreprises ghanéennes (fortement concentrées dans le secteur informel) sont considérées comme moins productives que leurs homologues comparables des pays à faible revenu de l'Afrique subsaharienne, principalement parce qu'elles sont à moindre intensité de capital et de compétences, et de taille relativement modeste. Le fait que les petites et moyennes entreprises (PME) créent un nombre important d'emplois dans le secteur privé ghanéen montre l'intérêt qu'a le gouvernement de continuer à soutenir leur croissance et leur intégration au secteur formel.

2.2.3 **Climat des affaires** : Les politiques et mécanismes étatiques destinés à promouvoir le développement du secteur privé sont principalement axées sur la privatisation, la déréglementation et la libéralisation afin d'assurer durablement la croissance et la transformation structurelle de l'économie. Conformément à ses objectifs, le gouvernement n'a cessé d'investir en faveur du renforcement des infrastructures de production en vue de créer un environnement propice au développement du secteur privé et à l'accroissement des investissements étrangers. Les politiques et réformes mises en œuvre par les pouvoirs publics en vue de créer un environnement des affaires favorable aux activités du secteur privé ont permis d'améliorer certains indicateurs du secteur privé, dont notamment : la simplification et la réduction du délai et du coût d'immatriculation des entreprises ; la simplification des processus d'immatriculation des entreprises et l'informatisation des procédures douanières en vue d'accélérer le dédouanement des marchandises ; et la réduction des délais (moins de trois mois) d'exécution de contrats dans les tribunaux de commerce. À cet effet, le Rapport *Doing*

Business 2010 de la Banque mondiale classe le Ghana 92^e sur 183 pays en ce qui concerne la facilité de faire des affaires. Toutefois, de nombreux problèmes continuent d'entraver l'efficacité du secteur privé au Ghana, constituant ainsi des obstacles majeurs à la croissance du secteur privé du pays. Au niveau de la micro-entreprise, les difficultés d'accès aux capitaux en vue de l'expansion des entreprises (taux d'intérêt élevés et durcissement des conditions bancaires) sont accentuées par la faiblesse des capacités managériales et techniques. Au plan structurel et au niveau macroéconomique, les principaux obstacles demeurent le manque de politiques adaptées aux besoins spécifiques des PME et les faibles articulations entre les secteurs formel et informel.

2.3 Perspectives à moyen terme et défis de développement

2.3.1 *Les perspectives à moyen terme sont globalement reluisantes* et selon les projections du gouvernement, les conditions macroéconomiques continueront de s'améliorer à moyen terme, en commençant par une reprise modérée de la croissance du PIB réel qui passera d'un taux estimatif de 4,7 % en 2009 à 6,5 % et 20,1 % en 2010 et 2011 respectivement. Cependant, le taux de croissance pour 2011 est estimé à 5,6 %, hormis les recettes pétrolières. Les inducteurs potentiels de croissance économique à moyen terme engloberaient notamment : la formation brute de capital fixe, le secteur des hydrocarbures naissant, et la productivité totale des facteurs (PTF). D'après une étude récente de la Banque mondiale³ qui a analysé les sources de croissance sur quatre phases principales de l'histoire politique et économique du Ghana allant de 1970 à 2005, sur la période 2001-2005, la croissance globale a été progressivement tirée par la PGF et l'accumulation de capital, avec une forte influence de la PTF, dont la contribution est estimée à environ 30,6 % de la croissance globale du PIB.

2.3.2 *La découverte récente du pétrole en quantités commerciales au Ghana* et le démarrage de la production du pétrole et du gaz naturel prévue d'ici à la fin de 2010 constituent une grande chance à moyen terme pour diversifier l'assiette fiscale. Les recettes pétrolières et gazières pourraient éventuellement être affectées à des secteurs prioritaires : le comblement du déficit d'infrastructures et l'accumulation de capital dans les secteurs de l'énergie, des transports, des TIC, de l'eau et de l'assainissement ; les mesures destinées à renforcer la productivité dans l'agriculture et le développement agroindustriel ; et la consolidation du capital humain et des compétences dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Les réserves prouvées en janvier 2009 ont été estimées à 490 millions de barils⁴ Au pic de la production (mi-2011 – mi-2016, quelque 120.000 barils de pétrole par jour pourraient être extraits, et l'exploitation pourrait s'étendre sur deux décennies. Le gaz devrait être produit en association avec le pétrole à un rythme de 120 pieds cubes par jour, et à moyen terme, l'exploitation du gaz pourrait stimuler le développement d'un éventail d'activités économiques en aval.

³ Cf. Banque mondiale, Ghana: Meeting the Challenge of Accelerated and Shared Growth, *Country Economic Memorandum* (CEM), Vol. 1, Nov. 2007, pp. 17-31.

⁴ par comparaison, les réserves prouvées du Ghana égalent celles du Cameroun (400 millions de barils), sont supérieures à celles de la Côte d'Ivoire (100 millions de barils) et sont beaucoup moins importantes que celles du Nigeria (36 200 millions de barils). Cependant, des forages et des essais additionnels se poursuivent en vue de prouver de plus importantes réserves estimées à 1 200 millions de barils, voire 1 800 millions de barils. Cf. World Bank, Ghana: *Economy-wide Impact of Oil Discovery in Ghana*, Rapport No. 47321-GH.

2.3.3 *Un défi majeur consistera à promouvoir la transparence dans le secteur des hydrocarbures* et à garantir une gestion saine des recettes générées afin de consolider davantage les progrès accomplis par le Ghana en matière de gouvernance et de responsabilité gouvernementale. À cet effet, une amélioration accrue du cadre institutionnel s'avère nécessaire pour la promotion de la transparence dans les industries extractives. Le Ghana a obtenu est devenu candidat à l'ITIE dans le secteur minier en 2007, et à ce jour, il a produit trois rapports indiquant les paiements et les recettes tirés de ce secteur. Le 24 mai 2010, le Gouvernement a approuvé la version révisée du Cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence des Industries extractives du Ghana (GHEITI). Cette approbation a donné mandat au Secrétariat du GHEITI au Ministère des Finances et de la Planification économique d'étendre l'EITI du Ghana au secteur des hydrocarbures et soumettre la production et les ventes du pétrole brut à l'examen attentif du public. Le gouvernement est censé publier ses revenus tirés de la vente du pétrole brut. De même, les sociétés qui achètent son pétrole devraient publier les montants qu'elles ont versés au gouvernement à cet effet. Pour sa part, la Banque étudiera la possibilité d'aider le gouvernement à renforcer les capacités des institutions de surveillance dans le secteur des hydrocarbures.

3. ÉTAT D'EXECUTION DU DSP 2005-2009 ET ASSISTANCE DU GROUPE DE LA BANQUE

3.1 État d'exécution du DSP 2005-2009 pour le Ghana

3.1.1 Le DSP 2005-2009 pour le Ghana était sous-tendu par la Stratégie de réduction de la pauvreté 2003-2005 (GPRS) et la Stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2006-2009 (SCRP II). Il cadrait avec la Stratégie d'assistance commune au Ghana (G-JAS), qui consiste en un engagement commun des partenaires au développement (PD) à appuyer la mise en œuvre de la SCRP II et à accélérer l'avancement vers la réalisation d'un ensemble de principes et d'engagements relatifs à l'efficacité de l'aide.

3.1.2 Le DSP 2005-2009 était principalement axé sur le renforcement de l'impact des interventions de la Banque sur le développement, l'amélioration de la qualité de vie des Ghanéens et la réalisation des OMD. Pour atteindre ces buts, le DSP était articulé autour de deux piliers : i) l'amélioration du cadre des investissements ; et ii) la promotion de politiques favorables aux pauvres et à l'égalité des sexes. Les indicateurs directs du succès du DSP 2005-2009 reposaient sur un ensemble de quatorze (14) résultats prédéfinis au titre des deux piliers stratégiques du DSP (cf. annexe 5 pour les détails). La stratégie d'intervention de la Banque pour accompagner le gouvernement dans la réalisation de ces objectifs comprenait notamment : i) des activités de prêt, surtout au secteur public ; ii) des activités hors prêts, telles que des projets de renforcement des capacités institutionnelles et des études économiques et sectorielles (EES) ; et iii) des prêts au secteur privé y inclus des institutions financières privées et des projets du secteur privé (cf. annexe 6 et Tableau 1 pour les détails).

3.1.3 L'analyse préliminaire de l'état des 14 résultats du Cadre axé sur les résultats du DSP original, à partir des données collectées lors d'une mission de la Banque au Ghana en décembre 2009, montre que la plupart des résultats du DSP ont été réalisés. S'agissant des six (6) résultats relevant du pilier I, quatre résultats dans les domaines de l'instauration d'un climat propice aux affaires, des tarifs des services publics, de la réduction de la pauvreté et la performance du secteur agricole ont été réalisés. Cependant, les résultats du DSP relatifs au taux de change et à l'inflation ont été mitigés, alors que le résultat relatif à la performance budgétaire n'a pas été réalisé. Les huit (8) résultats relevant du Pilier II ont tous été réalisés, excepté celui relatif à la mortalité maternelle.

3.1.4 La plupart des opérations prévues dans le DSP 2005-2009 au titre des piliers I et II ont été exécutées. Dans le cadre de la gouvernance, les opérations suivantes ont été mises en œuvre : (i) deuxième prêt d'appui à la réduction de la pauvreté (PARP II), achevé en octobre 2006 ; (ii) troisième prêt d'appui à la réduction de la pauvreté (PARP III) approuvé en 2008 et qui est en cours de mise en œuvre. Les projets du secteur transport mis en œuvre incluent (i) projet d'infrastructures routières 2003, Phase I et Phase II; (ii) projet de réhabilitation de la route Akatzi-Dzodze-Noepe Phase I et Phase II; (iii) projet de réhabilitation de la route Tema-Aflao Phase I et Phase II; (iv) Programme routier Ghana/UEMOA 1 Route Techiman-Kintampo Ghana Phase I et Phase II; et (v) projet routier et de développement communautaire Awoshie-Pokuase. Les projets approuvés dans le secteur énergie incluent (i) le projet d'interconnexion électrique Ghana-Togo-Bénin, et (ii) le projet de renforcement des systèmes électriques. Les projets agricoles suivants ont été mis en œuvre : (i) projet de commercialisation des exportations/sensibilisation à la qualité ; (ii) programme de croissance dans la région nord et; (iii) projet de développement rural agricole des plaines d'Afram. Les opérations du secteur social mis en œuvre incluent (i) projet de réduction de la pauvreté urbaine ; et (ii) projet des compétences en matière de genre et de développement communautaire. Dans le cadre des études économiques et sectorielles, le profil genre du pays a été finalisé en décembre 2007.

3.1.5 Cependant, en raison d'une redéfinition des priorités du gouvernement, les opérations suivantes (projet Éducation IV et projet Santé IV) prévues initialement pour la période du DSP au titre du pilier II n'ont pas été préparés, tandis qu'une revue des dépenses du secteur social également prévu au titre du pilier II n'a pas été effectuée. De même, le projet d'approvisionnement en eau de villes et le profil de gouvernance pays prévus au titre du pilier I n'ont pas été réalisés. Conformément au principe de « concentrations en début de période » du FAD-11, le projet de réhabilitation de la route Ffulso-Sawla qui faisait partie des nouveaux projets d'infrastructure ajoutés au DSP lors de la Revue à mi-parcours est programmé pour 2010 afin de coïncider avec la fin du cycle du FAD-11. Ce projet devrait être évalué en 2010 et présenté au Conseil au courant de l'année.

3.2 Questions relatives à la gestion du portefeuille

3.2.1 *Opérations du Groupe de la Banque dans le secteur public du Ghana* : Au 31 mars 2010, le portefeuille de la Banque dans le secteur public ghanéen comportait 33 opérations approuvées et en cours d'exécution, représentant un engagement total de 679,76 millions d'UC. Ce portefeuille est diversifié en termes d'instruments de crédit et d'allocations sectorielles. Le prêt-projet reste le plus important l'instrument d'intervention de la Banque au Ghana, avec 85,5 % du portefeuille. Le prêt à l'appui de réformes (appui budgétaire multisectoriel) représente 14,5 % du portefeuille. Avec la place de plus en plus importante faite aux prêts sectoriels et aux prêts-programmes, la part des prêts à l'appui de réformes dans le portefeuille continuera d'augmenter au cours des années à venir. Le portefeuille actuel du Groupe de la Banque au Ghana est dominé par le secteur de l'infrastructure et le secteur agricole, qui représentent 28 % et 24 % respectivement.

3.2.2 *Une Revue de la performance du portefeuille pays (RPPP)* a été réalisée en juin 2009. Il ressort de cette RPPP que le portefeuille de la Banque au Ghana a accusé des retards dans la signature des accords de prêt et dans l'entrée en vigueur des prêts, ainsi que dans la passation des marchés et l'exécution des projets. D'après cette revue, deux facteurs principaux étaient responsables des retards dans l'exécution des projets, à savoir la non-disponibilité des études techniques des projets et l'absence d'un plan d'exécution des projets

avant l'approbation du prêt. D'où l'importance de faire en sorte que, lors de la préparation du projet restant dans le cadre de l'actuel DSP et de la mise en œuvre du nouveau DSPAR proposé pour le Ghana, des études techniques des projets soient réalisées et des plans d'exécution des projets établis, avant l'approbation des prêts correspondants par le Conseil.

3.2.3 Les problèmes énumérés ci-dessus ont été particulièrement prononcés dans le secteur des transports. Toutefois, suite à des mesures d'anticipation dans la gestion du portefeuille prises depuis la réalisation de la RPPP, des progrès substantiels ont été accomplis en vue d'améliorer la performance des projets du secteur routier. Le taux global de décaissement pour les quatre projets routiers de la Banque en cours au Ghana a plus que triplé, passant de 7,17 % (8,5 millions d'UC) le 15 mai 2009 à 25 % (19,7 millions d'UC) en mai 2010. Les enseignements tirés de la RPPP de 2009 ont été pris en compte dans la conception du dernier projet approuvé par le Conseil pour le Ghana, à savoir le projet de route Awoshie-Pokuase et de développement communautaire. L'accord de prêt relatif à ce projet a été signé en avril 2010, six mois seulement après son approbation par le Conseil, ce qui est un record pour le Ghana où la signature des accords de prêts mettait jusque-là deux (2) ans. Les documents y afférents ont été soumis au Département juridique de la Banque et il est prévu que le prêt entrera en vigueur bientôt. En outre, le processus de passation des marchés relatifs aux travaux routiers est en cours, et l'entrepreneur sera sur le terrain d'ici à décembre 2010.

3.2.4 *Opérations du Groupe de la Banque dans le secteur privé du Ghana* : Le portefeuille de la Banque dans le secteur privé au Ghana ne représente que 8 % de son portefeuille total dans le pays. Au 31 mars 2010, la valeur des opérations du secteur privé approuvées par le Conseil s'élevait à 81,04 millions d'UC, pour un engagement total de 26,58 millions d'UC. Les opérations de la Banque en appui au secteur privé ghanéen couvrent des secteurs variés : agro-industrie – huiles ; hôtellerie ; énergie – production d'énergie thermique ; et secteur financier –banques commerciales. Pour soutenir le secteur privé du Ghana, la Banque utilise une combinaison d'instruments de crédit, notamment des lignes de crédit, des garanties et l'assistance technique. En ce qui concerne la répartition sectorielle, l'intermédiation financière représente environ 53 % du portefeuille, suivie de l'infrastructure et des industries et services avec 26 % et 21 % respectivement. Pendant la période d'exécution du DSP, le portefeuille actif de la Banque dans le secteur privé du Ghana comportait six (6) projets, dont trois (3) projets faisant l'objet de décaissement évalués à 38,78 millions d'UC et trois (3) projets ne faisant pas l'objet de décaissement évalués à 42,26 millions d'UC⁵. L'état et les problèmes du portefeuille en cours de la Banque dans le secteur privé du Ghana au 31 mars 2010 sont résumés au tableau 1 ci-dessous.

⁵ Cette valeur des projets ne faisant pas l'objet de décaissement baissera à 32,04 millions d'UC lorsque le processus d'annulation du projet de PME à vocation exportatrice sera finalisé avec, en conséquence, le retrait du projet du portefeuille. La valeur totale du portefeuille de la Banque dans le secteur privé du Ghana tombera alors à 47,47 millions d'UC, et le nombre total de projets, à cinq (5).

Tableau 1
Opérations du Groupe de la Banque en cours dans le secteur
privé et état d'avancement des projets au 31 mars 2010

Titre du projet	Informations relatives au projet	État d'avancement
PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HÔTEL KEMPINSKI ACCRA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 16 millions de dollars EU (10,68 millions d'UC) ▪ Approbation 23.01.2008 	Ce projet a accusé un retard de plus de 24 mois en raison d'un déficit de financement de 16 millions de dollars EU) consécutif au retrait du cofinancier du projet en 2008. Deux banques ghanéennes, EBID et Merchant Bank Ghana, ont alors confirmé leur engagement à participer au projet à hauteur de 6 millions et 8 millions de dollars EU respectivement. OPSM a réévalué le projet en vue de la prise en compte des nouveaux développements. Le projet devrait être soumis de nouveau au Conseil d'ici au troisième trimestre 2010.
PROGRAMME DE GARANTIE POUR DES PME À VOCATION EXPORTATRICE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 16 millions de dollars EU (10,22 millions d'UC) ▪ Approbation : 18.03.2008 	Ce projet a maintenant été annulé.
PROJET DE CENTRALE ÉLECTRIQUE DE TEMA OSONOR	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 32 millions de dollars EU (21,36 millions d'UC) ▪ Approbation : 15.10.2008 	Le retard accusé dans la signature de l'accord de prêt a été dû à l'incapacité des principaux prêteurs (BAD, FMO et EAIF) à s'accorder avec le promoteur sur un certain nombre de conditionnalités. Cependant, la principale pomme de discorde a été résolue par la signature d'un accord de développement commun. En outre, en ce qui concerne TOPL, les négociations se poursuivent pour les différents documents financiers, et la signature de l'accord de prêt est prévue d'ici le troisième trimestre 2010.
GCOCOBOD (L'OFFICE DU CACAO AU GHANA)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 35 millions de dollars EU (22,35 millions d'UC) ▪ Approbation : 25.09.2009 	La Banque avait initialement approuvé une participation à hauteur de 100 millions de dollars EU à cette opération syndiquée de financement du commerce du Cocobod pour la récolte 2009-2010 du cacao. Les termes du financement étaient les suivants : une première tranche d'un montant de 50 millions de dollars EU à décaisser, au prorata, par rapport aux autres investisseurs ; une deuxième tranche d'un montant de 50 millions de dollars EU à décaisser en fonction du déficit de financement. Mais, à la suite d'un surcroît d'intérêt pris par des prêteurs commerciaux dans cette opération, la participation effective de la Banque a été ramenée à 35 millions de dollars EU. La durée du prêt a été d'un an. Cocobod est à jour de ses obligations. Une mission du RAP est prévue en septembre 2010.
DEUXIEME LIGNE DE CRÉDIT À CAL BANK LIMITED	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 15 millions de dollars EU (10,03 millions d'UC) ▪ Approbation : 24.07.2008 	Les fonds de la ligne de crédit ont été intégralement décaissés et affectés par la suite à trois sous-projets des secteurs immobilier et financier non bancaire. Le remboursement du principal commencera après un différé d'amortissement de deux ans (novembre 2010).
GHANA OIL PALM DEVELOPMENT COMPANY (GOPDC)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Montant du prêt : 7,14 millions d'euros (6,4 millions d'UC) ▪ Approbation : 12.12.2002 	Les fonds ont été intégralement remboursés et le projet est sorti du portefeuille d'OPSM.

4. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU GOUVERNEMENT

4.1 L'objectif stratégique à long terme du Ghana est de se hisser au rang de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020, et de devenir un pays agroindustriel de premier plan, et donc à même de réduire sensiblement la pauvreté. La stratégie de développement actuelle du pays est définie dans la SCRП II couvrant la période 2006-2009, dont l'idée-force s'articule autour de politiques porteuses de croissance et du développement du secteur privé, avec l'objectif primordial d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire. Elle est ancrée sur les trois piliers suivants : i) la compétitivité du secteur privé ; ii) le développement du capital humain ; et iii) la bonne gouvernance et la responsabilité civile. La SCRП II a expiré à la fin de 2009 et devrait être remplacée par le Cadre de politiques de développement à moyen-terme (MTDPF). Le MTDPF est actuellement en cours de préparation par le Gouvernement.

4.2 Entre-temps, les politiques gouvernementales à moyen terme sont mises en œuvre suivant le Cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) pour la période 2010-2012, avec l'objectif de consolider les acquis de la SCRП II et d'assurer la stabilité macroéconomique grâce à une croissance soutenue du PIB réel de 8 %, des taux d'inflation à un chiffre, des réserves internationales brutes représentant au moins 3 mois d'importations de biens et de services, et un déficit budgétaire global d'environ 3,0 %. Le gouvernement espère atteindre ces objectifs essentiellement en : i) appliquant des politiques macroéconomiques prudentes ; ii) mettant en œuvre des stratégies propres à accélérer la croissance économique et augmenter les interventions sociales en vue de réduire la pauvreté et le chômage ; iii) modernisant l'agriculture ; iv) développant les infrastructures, y inclus les TIC ; v) développant le secteur privé ; et (vi) développant le secteur des hydrocarbures.

5. DIALOGUE PAYS

5.1 Le DSP 2005-2009 du Ghana avait indiqué trois principaux secteurs dans lesquels la Banque dialoguerait avec le gouvernement durant sa mise en œuvre. À savoir : i) la politique macroéconomique, ii) la bonne Gouvernance, et iii) de la performance du portefeuille. S'agissant de la politique macroéconomique, le dialogue avec la Banque a été guidé par le Mémorandum-cadre de l'appui budgétaire multidonateurs (MDBS) qui prévoit la participation des partenaires au développement à la revue de la performance macroéconomique du pays menée par le FMI. En 2009, un sous-groupe de travail la politique macroéconomique a été créé dans le cadre du MDBS pour suivre, au nom des partenaires au développement, les évolutions macroéconomiques susceptibles d'affecter le cadre macroéconomique et les objectifs de développement à moyen terme appuyés par ces partenaires. La Banque est membre de ce sous-groupe de travail. En ce qui concerne la bonne gouvernance, la Banque a maintenu le dialogue avec le gouvernement dans le domaine des réformes du secteur public, de la gestion des finances publiques (GFP) et de la décentralisation à travers l'instrument de son programme de PARP III et dans le cadre du MDBS.

5.2 Pendant la période 2010 – 2011, la Banque mènera un dialogue minutieux avec les autorités sur les nouveaux enjeux de la gestion des finances publiques qui iront de pair avec le début de la production de pétrole. Le gouvernement sera exhorté à maintenir des politiques propres à favoriser la stabilité macroéconomique, y compris l'assainissement des finances publiques et le renforcement de l'exécution budgétaire afin de créer la marge de manœuvre budgétaire voulue pour les programmes de réduction de la pauvreté. Le gouvernement devrait également mettre en place des mécanismes pour gérer la volatilité des recettes pétrolières et leurs aléas et d'amortir l'impact de l'afflux des recettes pétrolières sur la stabilité macroéconomique (syndrome hollandais) et le budget. La Banque dialoguera également avec les autorités et d'autres parties prenantes sur le rôle qu'elle peut jouer pour soutenir l'investissement dans la mise à niveau de l'infrastructure d'approvisionnement en électricité dans le contexte national et régional.

6. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR 2010 - 2011 ET RÉSERVE DE PROJETS

6.1 La stratégie d'intervention de la Banque pour 2010 - 2011

6.1.1 La Banque est en train d'élaborer un nouveau Document de stratégie pays axé sur les résultats (DSPA) pour le Ghana, portant sur la période 2011 – 2015. Le nouveau DSPA

devrait être présenté aux Conseils en 2011. Entre-temps et dans le souci de disposer d'un cadre stratégique au sein duquel la Banque puisse poursuivre ses activités au Ghana jusqu'à la finalisation du nouveau DSPAR, la présente mise à jour du DSP propose la reconduction de l'orientation stratégique du DSP 2005 – 2009 puisqu'elle cadre toujours avec les priorités de développement du pays telles qu'énoncées dans le CDMT 2010 – 2012. Comme souligné plus haut, le CDMT du gouvernement pour la période 2010 – 2012 vise à consolider les acquis de la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté II (SCRPII), et obéit aux mêmes objectifs qu'elle. La présente mise à jour du DSP est par conséquent ancrée sur le Cadre des dépenses à moyen terme 2010 - 2012 du gouvernement.

6.1.2 Objectifs stratégiques de la Banque en 2010 - 2011 : De 2010 à 2011, la Banque poursuivra les objectifs définis au titre des piliers du DSP 2005 – 2009, car ils restent pertinents pour les priorités de développement du gouvernement telles que formulées dans la SCRPII et le CDMT 2010 – 2012, surtout en rapport avec la réduction de la pauvreté à travers des politiques porteuses de croissance et le développement du secteur privé. Ainsi, l'objectif global de l'intervention de la Banque en 2010 sera de continuer à soutenir l'amélioration du climat d'investissement grâce au développement de l'infrastructure ; et d'appuyer la promotion de politiques publiques en faveur des pauvres et de l'égalité entre l'homme et la femme.

6.2 Activités liées à la Stratégie de la Banque pour 2010 - 2011

6.2.1 Conformément aux deux piliers stratégiques du DSP 2005 – 2009 et compte tenu des principaux domaines de concentration retenus au titre de chacun d'eux, un programme de travail est proposé pour la période 2010 – 2011. Ce programme de travail comprendra à la fois des activités de prêt et des activités autres que de prêt. Les activités de prêt proposées se situeront dans le secteur de l'infrastructure, notamment le transport et l'infrastructure rurale, ainsi que dans ceux de la gouvernance et du développement du secteur privé. Quant aux activités autres que de prêt, elles se feront principalement sous la forme d'études économiques et sectorielles (EES). Celles-ci constitueront le fondement analytique du prochain Document de stratégie pays, faciliteront la prestation de conseils sur l'action à mener, élargiront le champ d'action pour le développement du secteur privé et se focaliseront sur les enjeux nouveaux, en particulier dans le secteur des hydrocarbures.

Activités de prêt

6.2.2 *Le projet de réhabilitation de la route Fufulso-Sawla* était prévu dans le DSP 2005 – 2009 et est programmé pour 2010. Le projet se situe dans la région nord, zone la moins développée et la plus isolée du pays. Le mouvement des biens et des personnes dans les régions nord et nord-ouest est entravé par le mauvais état du réseau routier dans ces régions. Suite à une requête présentée par le Gouvernement ghanéen en 1999, la Banque a financé les études de faisabilité et les études techniques détaillées de la route Fufulso-Sawla en 2003. Ces études ont été actualisées en 2010. Le projet de réhabilitation de la route Fufulso-Sawla peut jouer un rôle clé dans l'intégration socioéconomique, politique, administrative et régionale de la partie septentrionale du Ghana. Le projet vise à accroître la mobilité, favoriser des services de transport efficient et au coût abordable le long de la route Fufulso-Sawla et améliorer les conditions de vie dans sa zone d'influence. Il cadre avec les priorités de développement du Gouvernement. Le projet fait également partie du Programme de développement du secteur du transport (PDST) 2008-2012 qui vise à doter le pays d'un système de transport intégré, efficient, efficace par rapport au coût et durable, pour soutenir la croissance, la réduction de la pauvreté et favoriser l'intégration régionale. L'allocation du Ghana au titre du FAD-11 s'élève actuellement à 296,4 millions d'UC, dont 186,69 millions d'UC ont déjà été utilisées,

ce qui donne un solde de 109,7 millions d'UC, qui a été affecté au projet de réhabilitation de la route Ffulso-Sawla proposé.

6.2.3 Un nouveau programme d'appui budgétaire (PAB), à financer sur les ressources du FAD-12 en 2011, sera axé sur la gouvernance et le développement du secteur privé, notamment le renforcement de la compétitivité nationale et l'instauration d'un cadre plus favorable aux affaires. Le programme⁶ visera à approfondir et à consolider les acquis des interventions antérieures en matière de gouvernance. De même, un certain nombre d'interventions potentielles dans le secteur privé ont été identifiées et sont actuellement étudiées par la Banque. Tous ces projets du secteur privé, dont certains pourraient être présentés à l'examen du Conseil au cours de la période de prorogation demandée, sont conformes à l'orientation stratégique du DSP 2005 – 2009.

Assistance hors prêts

6.2.4 Afin de réaliser son objectif consistant à renforcer son appui au programme d'intégration régionale au sein du continent, la Banque prépare actuellement un certain nombre de documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) pour les sous-régions du continent, notamment pour l'Afrique de l'Ouest. Le Ghana est un des pays qui ont été retenus pour bénéficier d'une attention particulière dans le DSIR de l'Afrique de l'Ouest. À travers les interventions à proposer dans le DSIR de l'Afrique de l'Ouest, la Banque entend s'attaquer à certains des goulots d'étranglement structurels qui entravent les efforts d'intégration régionale dans la sous-région, notamment les faiblesses des infrastructures et des règlements régionaux qui empêchent la création d'un marché régional libre et intégré pour les biens et services, l'insuffisance de capacités, la lenteur de la marche vers la convergence macroéconomique et la faiblesse du volume des échanges commerciaux intra-régionaux. De même, dans le but d'améliorer ses connaissances et ses services consultatifs au Ghana, la Banque effectuera une étude sur « le pétrole et le gaz et les articulations sectorielles avec le reste de l'économie » au Ghana en 2010-2011. Ces produits du savoir seront réalisés par le Département régional, en étroite collaboration avec le Complexe de l'Économiste en chef (ECON). Une fois achevés, ils renforceront grandement la base de connaissances de la Banque et des autorités et faciliteront l'élaboration d'un nouveau DSP pour le Ghana, qui exploitera convenablement les possibilités du pays et proposera des solutions appropriées à ses problèmes.

7. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

7.1 La présente mise à jour a pour but d'informer le Conseil de l'état de mise en œuvre de la stratégie pays 2005 – 2009 pour le Ghana, approuvée par le Conseil d'administration en juillet 2005 et de solliciter la prorogation de sa validité jusqu'en décembre 2011. Cette prorogation permettra au Groupe de la Banque de mieux aligner son cycle de DSP sur le cycle de planification du Gouvernement. La stratégie de développement du Gouvernement est énoncée dans la SCRP II qui a expiré à fin 2009 et doit être remplacée par le Cadre stratégique de développement à moyen terme (CSDMT). Le CSDMT est en cours d'élaboration et sera finalisé d'ici à la fin de 2010. Dans l'intervalle, les politiques à moyen terme du gouvernement seront mises en œuvre sur la base du Cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) 2010-2012 du gouvernement.

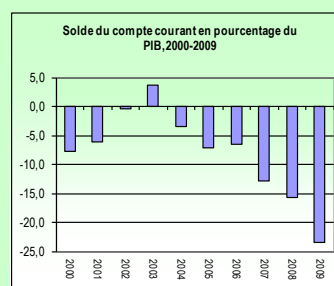
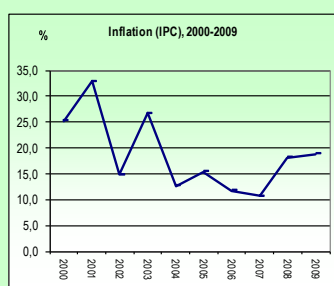
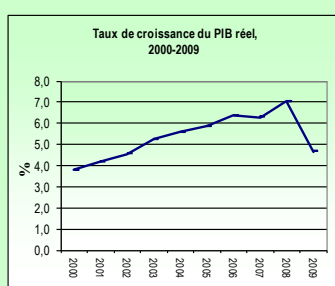
⁶ Montant à déterminer en fonction de la disponibilité des ressources du FAD-12.

7.2 La présente mise à jour du DSP, qui ne propose aucun changement de stratégie, fournirait également un cadre stratégique dans lequel la Banque pourra continuer à intervenir au Ghana, en attendant le parachèvement du CSDMT et l'élaboration d'un nouveau DSP axé sur les résultats. Le projet de réhabilitation de la route Ffulso-Sawla prévu dans le DSP 2005 – 2009 sera évalué en 2010 et présenté au Conseil au cours de l'année. En outre, un nouveau programme d'appui budgétaire (PAB), à financer sur les ressources du FAD-12, est prévu pour 2011, et il existe de nombreuses possibilités pour une collaboration plus poussée dans le secteur privé, que la Banque espère exploiter en 2010 et 2011.

7.3 Le Conseil est invité à prendre acte de la présente mise à jour du DSP pour le Ghana et à proroger la validité de la stratégie pays 2005 – 2009 de la Banque pour le Ghana (ADF/BD/WP/2005/81) jusqu'en décembre 2011.

Ghana
Principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	Unité	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (e)
Comptes nationaux								
RNB aux prix courants du marché	Million \$ E.U.	6 459	8 144	9 966	11 704	13 763	15 744	...
RNB par habitant	\$ E.U.	330	380	450	520	600	670	...
PIB au prix courants	Million \$ E.U.	4 980,2	8 881,4	10 731,9	12 537,8	14 702,2	16 114,1	15 331,5
PIB aux prix constants de 2000	Million \$ E.U.	4 980,2	6 027,5	6 381,2	6 787,6	7 213,8	7 721,7	8 080,8
Croissance du PIB en termes réels	%	3,8	5,6	5,9	6,4	6,3	7,0	4,7
Croissance du PIB par habitant en termes	%	1,4	3,2	3,6	4,1	4,1	4,9	2,5
Investissement intérieur brut	% du PIB	24,0	28,4	29,0	33,3	33,8	35,9	29,7
Investissement public	% du PIB	9,2	12,4	12,0	13,6	14,3	14,9	8,2
Investissement privé	% du PIB	14,8	16,0	17,0	19,7	19,5	21,0	21,4
Épargne nationale	% du PIB	15,6	18,4	20,7	20,5	21,8	17,3	17,2
Prix et Monnaie								
Inflation (IPC)	%	25,2	12,6	15,4	11,7	10,7	18,1	18,8
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale / \$ E.U.	0,5	8 995,0	9 062,8	9 164,5	9 352,5	10 578,6	14 165,0
Masse monétaire, variations annuelles (M)	%	54,2	27,4	9,3	42,8	...	...	...
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB)	%	28,2	0,0	0,0	0,0	...	...	...
Finances publiques								
Recettes totales et dons	% du PIB	19,8	29,7	29,1	27,8	29,5	28,4	28,1
Dépenses totales et prêts nets	% du PIB	27,7	33,3	30,7	34,9	38,1	42,4	38,0
Déficit (-) / Excédent global (+)	% du PIB	-7,9	-3,5	-1,6	-7,1	-8,7	-14,0	-10,0
Secteur extérieur								
Variation en volume des exportations (ma)	%	7,2	14,5	-0,9	15,4	-3,7	7,5	7,2
Variation en volume des importations (ma)	%	-26,0	13,8	14,2	14,4	14,6	14,1	7,9
Variation des termes de l'échange	%	-21,6	-21,1	-4,1	4,4	11,5	5,3	5,1
Solde des comptes courants	Million \$ E.U.	-386,2	-315,9	-773,4	-810,3	-1 899,9	-2 543,8	-3 590,7
Solde des comptes courants	% du PIB	-7,8	-3,6	-7,2	-6,5	-12,9	-15,8	-23,4
Réserves internationales	mois d'importations	0,7	2,4	2,2	2,0	...	...	...
Dettes et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	22,0	5,6	5,8	11,4	3,0	4,7	7,7
Dettes extérieures totales	% du PIB	134,6	107,9	74,4	33,6	39,1	38,6	47,6
Flux financiers nets totaux	Million \$ E.U.	520,0	2 051,7	2 088,9	1 792,7	1 801,2	1 648,5	...
Aide publique au développement nette	Million \$ E.U.	599,7	1 403,4	1 135,9	1 201,1	1 153,9	1 293,3	...
Investissements nets directs en prov. de l'étranger	Million \$ E.U.	165,9	139,3	145,0	636,0	855,4	2 120,4	...



Source : Département de la statistique de la BAD; FMI: Perspectives de l'économie mondiale, Septembre 2009 et Statistiques financières internationales, février 2010; Département de la statistique : Development Data Platform (base de donnée), mars 2010; OCDE, Division des systèmes statistiques.

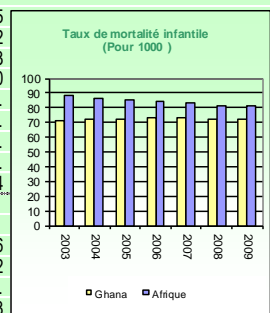
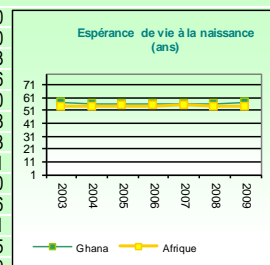
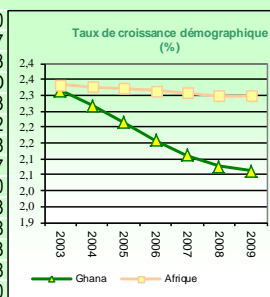
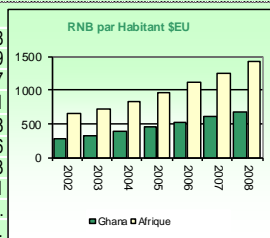
Notes: ... Données non disponibles

Dernière mise à jour : mai 2010

Ghana

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

Année	Pays en		Pays	
	Ghana	Afrique	Dévelop- pement	Déve- loppés
Indicateurs de Base				
Superficie ('000 Km ²)	239	80 976	80 976	54 658
Population totale (millions)	2009 23,8	1 008	5 629	1 069
Population urbaine (% of Total)	2009 50,7	39,6	44,8	77,7
Densité de la population (au Km ²)	2009 99,9	3,3	66,6	23,1
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2008 670	1 428	2 780	39 688
Participation de la Population Active - Total (%)	2009 45,4	41,2	45,6	54,6
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2009 49,0	41,2	39,8	43,3
Valeur de l'Indice sexospécifique de dével. hum.	2005 0,549	0,525	0,694	0,911
Indice de développement humain (rang sur 182 pa)	2007 152	0,514	n.a	n.a.
Population vivant en dessous de \$ 1 par Jour (%)	2006 30,0	50,8	25,0	...
Indicateurs Démographiques				
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2009 2,1	2,3	1,3	0,7
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2009 3,5	3,4	2,4	1,0
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2009 38,4	56,0	29,2	17,7
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2009 3,6	4,5	6,0	15,3
Taux de dépendance (%)	2009 72,5	78,0	52,8	49,0
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2009 102,8	100,7	934,9	948,3
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2009 24,8	48,5	53,3	47,2
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2009 56,8	55,7	66,9	79,8
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2009 57,7	56,8	68,9	82,7
Taux brut de natalité (pour 1000)	2009 32,1	35,4	21,5	12,0
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2009 11,0	12,2	8,2	8,3
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2009 72,0	80,0	49,9	5,8
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2009 115,2	83,9	51,4	6,3
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2009 4,2	4,5	2,7	1,8
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2005 560,0	683,0	440,0	10,0
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2006 ...	...	61,0	75,0
Indicateurs de Santé et de Nutrition				
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2004 14,7	42,9	78,0	287,0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)	2004 89,3	120,4	98,0	782,0
Naissances assistées par un personnel de santé q	2008 58,7	50,5	63,4	99,3
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2006 80,0	64,0	84,0	99,6
Accès aux services de santé (% de la population)	2006 ...	61,7	80,0	100,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2006 10,0	38,5	54,6	99,8
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VI	2007 1,9	4,5	1,3	0,3
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2007 203,0	313,7	161,9	14,1
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2007 99,0	83,0	89,0	99,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2007 95,0	74,0	81,7	92,6
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2006 18,0	25,6	27,0	0,1
Apport journalier en calorie par habitant	2005 2 759	2 324	2 675	3 285
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)	2006 1,7	5,5	4,0	6,9
Indicateurs d'Education				
Taux brut de scolarisation au (%)				
- Primaire - Total	2008 101,8	100,2	106,8	101,5
- Primaire - Filles	2008 101,3	91,7	104,6	101,2
- Secondaire - Total	2008 54,1	35,1	62,3	100,3
- Secondaire - Filles	2008 50,9	30,5	60,7	100,0
Personnel enseignant féminin au primaire (% du tot	2008 33,0	47,5	...	...
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2007 35,0	59,4	19,0	...
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2007 28,3	69,8	13,4	...
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2007 41,7	57,4	24,4	...
Dépenses d'éducation en % du PIB	2005 5,4	4,5	...	5,4
Indicateurs d'Environnement				
Terres arables en % de la superficie totale	2007 18,0	6,0	9,9	11,6
Taux annuel de déforestation (%)	2006 ...	0,7	0,4	-0,2
Taux annuel de reboisement (%)	2006 ...	10,9	...	...
Emissions de CO2 par habitant (tonnes métriques)	2008 0,3	1,1	1,9	12,3



Source : Base des données du Département des Statistiques de la BAD;

dernière mise à jour:

Mai 2010

Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD, Rapports nationaux.

Notes: n.a. Non Applicable; ... : Données non disponibles.

Ghana – Avancement vers la réalisation des
Objectifs du millénaire pour le développement

Objectif/Cible OMD	Indicateur	Situation	Probabilité d'atteindre l'objectif/la cible
Objectif 1 – Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim			
Cible 1 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar EU par jour	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté Ratio de l'écart de pauvreté, 1,25 dollar par jour 	<ul style="list-style-type: none"> A baissé, passant de 49 % en 1990 à 30 % en 2008 A baissé, passant de 17 % en 1990 à 10 % en 2008 	Le pays atteindra probablement cet objectif en 2015.
Cible 2 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans (%) Proportion de personnes souffrant de la sous-alimentation (% de la population totale) 	<ul style="list-style-type: none"> A baissé, passant de 24,1 % en 1990 à 13,9 % en 2008 A baissé, passant de 34 % en 1990 à 9 en 2005 	
Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous			
Cible 3 : À l'horizon 2015, donner à tous les garçons et filles les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	<ul style="list-style-type: none"> Taux de scolarisation net au primaire (%) Taux d'achèvement de l'école primaire (%) Taux d'alphabétisation, filles (15-24 ans) Taux d'alphabétisation, garçons (15-24 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> A augmenté, passant de 61 % en 2000 à 73 % en 2008 A augmenté, passant de 61 % en 1990 à 78 % en 2008 A augmenté, passant de 65 % en 2000 à 76 % en 2008 A augmenté, passant de 76 % en 2000 à 80 % en 2008 	Le pays atteindra probablement cet objectif en 2015.
Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
Target 4 : Éliminer les disparités entre les sexes dans le primaire et le secondaire, de préférence d'ici à 2015, et dans les niveaux d'éducation au plus tard en 2015	<ul style="list-style-type: none"> Ratio filles/garçons au primaire Ratio filles/garçons au secondaire Ratio filles/garçons au secondaire Proportion de sièges occupés par des femmes à l'Assemblée nationale (%) 	<ul style="list-style-type: none"> A augmenté, passant de 0,84 :1 en 1990 à 0,99 :1 en 2008 A augmenté, passant de 0,65 :1 en 1990 à 0,89 :1 en 2008 A augmenté, passant de 0,30 :1 en 1990 à 0,54 :1 en 2008 A augmenté, passant de 9 % en 2000 à 11 % en 2008 	Le pays atteindra probablement cet objectif en 2015.
Objectif 4 – Réduire la mortalité infantile			
Cible 5 : Réduire de deux-tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins de cinq ans	<ul style="list-style-type: none"> Taux de mortalité des moins de cinq ans (pour 1.000 naissances vivantes) Taux de mortalité infantile (pour 1.000 survivants âgés 0 à 1an) Pourcentage des enfants âgés de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole 	<ul style="list-style-type: none"> A baissé, passant de 120/10000 en 1990 à 115/10000 en 2008 A baissé, passant de 76/1000 en 1990 à 73/1000 en 2008 A augmenté, passant de 61 % en 1990 à 95 % en 2008 	Il est peu probable que le pays atteigne cet objectif en 2015.
Objectif 5 – Améliorer la santé maternelle			
Cible 6 : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	<ul style="list-style-type: none"> Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes) Naissances assistées d'un personnel de santé qualifié (% du total) 	<ul style="list-style-type: none"> A augmenté, passant de 40 en 1990 à 59 en 2008 	Il est peu probable que le pays atteigne cet objectif en 2015.

Objectif 6 – Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d’autres maladies			
Cible 7 : D’ici à 2015, avoir enrayer la propagation du VIH/Sida et avoir commencé à le faire reculer	<ul style="list-style-type: none"> Prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15-24 ans (%) 	<ul style="list-style-type: none"> Invariablement 1,3 entre 2005 et 2008 	Cet objectif est susceptible d’être atteint en 2015, mais les progrès sont actuellement lents.
Cible 8 : D’ici à 2015, avoir stoppé la propagation de la tuberculose et d’autres maladies	<ul style="list-style-type: none"> Proportion d’enfants dans un état fébrile recevant des antipaludiques Proportion des cas de tuberculose détectés sous traitement directement observé, courte période 	<ul style="list-style-type: none"> A baissé, passant de 61 % en 2000 à 43 % en 2008 A augmenté, passant de 16 % en 1995 à 36 % en 2008 	
Objectif 7 – Préserver l’environnement			
Cible 9 : Intégrer les principes de développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales	<ul style="list-style-type: none"> Émissions de CO2 et consommation de CFC appauvrissant la couche d’ozone Terrain forestier en pourcentage du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> Se sont stabilisées à 0,3 tonne métrique par habitant entre 1990 et 2005 A baissé, passant de 33 % en 1990 à 24 % en 2005 	Le pays atteindra probablement cet objectif en 2015.
<p>Cible 10 : Réduire de moitié, d’ici à 2015, la proportion de personnes n’ayant pas d’accès durable à l’eau salubre et à l’assainissement</p> <p>Cible 11 : Améliorer sensiblement, d’ici à 2020, les conditions de vie d’au moins 100 millions habitants des taudis.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de la population ayant un accès durable à une source d’eau améliorée Proportion de la population ayant accès aux installations sanitaires améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> A augmenté, passant de 56 % en 1990 à 80 % en 2008 A augmenté, passant de 6 % en 1990 à 10 % en 2008 	
Objectif 8 – Mettre en place un partenariat mondial pour le développement			
<p>Cible 12 : Poursuivre la mise en place d’un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire, ce qui implique un attachement à la bonne gouvernance, au développement et à la réduction de la pauvreté – tant à l’échelle nationale qu’internationale</p> <p>Cible 13 : Elle vise à répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés en fournissant à leurs exportations un accès en franchise de droits et non contingenté, ainsi qu’à travers un programme renforcé d’allègement de la dette pour les PPTE, l’annulation de la dette publique bilatérale ; et une APD plus généreuse pour les pays engagés sur la voie de la réduction de la pauvreté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Aide par habitant (dollar EU courant) Utilisateurs d’intérêt (pour 100 personnes) Abonnés à la téléphonie mobile (pour 100 personnes) Lignes téléphoniques (pour 100 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> A augmenté, passant de 37 en 1990 à 52 en 2005, pour rechuter à 50 en 2008 A augmenté, passant de 0,2 en 2000 à 4,3 en 2008 A augmenté, passant de 1 en 2000 à 50 en 2008 Invariablement 1 entre 2000 et 2008. 	Le pays atteindra probablement cet objectif en 2015.

Source : Rapport du PNUD sur les Objectifs du millénaire pour le développement, Indicateurs du développement dans le monde, et le Département de la statistique de la Banque africaine de développement.

Annexe 4 : Ghana – Opérations en cours du Groupe de la Banque									
No.	SECTEUR	NOM DU PROJET	MONTANT SIGNÉ (UC)	DATE D'APPROBATION	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	MONTANT TOTAL DECAISSÉ AU 28/02/2010	Montant non décaissé	% Décaissement au 28/02/10	DATE DE CLÔTURE DU PROJET
1	AGRICULTURE	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION À PETITE ÉCHELLE	15.000.000	04.12.1997	25.08.00	12.170.706	2.829.294	81,14	30.09.2009
2	AGRICULTURE	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACAJOU	9.890.000	31.10.2000	24.12.01	7.791.177	2.098.823	78,78	31.09.2010
3	AGRICULTURE	INLAND VALLEY RICE DEVELOPMENT PROJECT	15.000.000	18.05.2001	06.06.02	4.859.805	10.140.195	32,40	30.06.2011
4	AGRICULTURE	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE	19.580.000	10.10.2001	05.12.02	9.788.181	9.791.819	49,99	31.12.2010
5	AGRICULTURE	PROJET D'ENTREPRISES RURALES	7.500.000	12.12.2002	30.09.03	3.222.295	4.277.705	42,96	31.12.2011
6	AGRICULTURE	PROJET DE GESTION DES FORÊTS COMMUNAUTAIRES	7.000.000	03.07.2002	13.10.03	6.216.554	783.446	88,81	30.12.2010
7	AGRICULTURE	PROG. DE SENSIBILISATION À LA COMMERCIALISATION ET À LA QUALITÉ DES PRODUITS D'EXPORTATION	17.000.000	13.07.2005	24.03.06	2.413.557	14.586.443	14,20	31.12.2011
8	AGRICULTURE	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES PLAINES AFRAM	19.970.000	31.05.2006	02.02.07	6.894.880	13.075.120	34,53	31.12.2012
9	AGRICULTURE	PROGRAMME DE CROISSANCE RURALE DES ZONES DU NORD	40.000.000	17.12.2007	24.04.2008	221.861	39.778.139	0,55	31.12.2015
		TOTAL PARTIEL	150.940.000	-	-	53.579.015	97.360.985	35,50	
						-	-		
1	MULTINATIONAL	PROJET DE DIFFUSION DU NERICA - GHANA	2.650.000	26.09.2003	05.02.05	1.610.611	1.039.389	60,78	31.12.2010
2	MULTINATIONAL	PLANTES AQUATIQUES ENVAHISSANTES - GHANA	1.680.000	22.09.2004	10.10.05	456.144	1.223.856	27,15	31.12.2011
3	MULTINATIONAL	GHANA - CREATION OF SUSTAINABLE TSETSE A	6.640.000	08.12.2004	28.12.05	4.142.260	2.497.740	62,38	31.12.2011

1	SECTEUR PRIVE	*PROJET KEMPINSKI ACCRA HOTEL	10.330.000		not effective	-	10.330.000	-	31.12.2011
2	SECTEUR PRIVE	PROGRAMME D'APPUI AUX PMEÀ VOCATION EXPORTATRICE (DCA)	10.117.920	18.03.2008		-	10.117.920		30.09.2018
3	SECTEUR PRIVE	LIGNE DE CRÉDIT À CAL MERCHANT BANK (NO2)	9.231.451	24.07.2008	03.12.2008	9.231.451	(0)	100	17.11.2009
4	SECTEUR PRIVE	GHANA OIL PALM DEVELOPMENT COMPANY (GOPDC)	5.369.027	12.12.2002	21.01.2004	5.369.027	(0)	100	25.12.2005
5	SECTEUR PRIVE	CENTRALE ÉLECTRIQUE TEMA OSONOR	19.576.495			-			
		TOTAL PARTIEL	54.624.893	-	-	14.600.478	-	26,73	
1	SOCIAL	RÉHABILITATION DES SERVICES DE SANTÉ III	17.640.000	30.10.2002	30.03.2004	3.520.202	14.119.798	19,96	24.12.2010
	SOCIAL	RÉHABILITATION DES SERVICES DE SANTÉ III	1.000.000	30.10.2002	09.09.2003	603.907	396.093	60,39	24.12.2010
2	SOCIAL	PROJET APPUI ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 2 ^E CYCLE - III	20.000.000	24.09.2003	03.09.2004	8.504.423	11.495.577	42,52	31.12.2009
	SOCIAL	PROJET APPUI ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 2 ^E CYCLE - III G	5.000.000	24.09.2003	03.09.2004	953.070	4.046.930	19,06	31.12.2009
3	SOCIAL	PROJET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ URBAINE	25.000.000	12.10.2005	21.03.2006	8.123.687	16.876.313	32,49	30.12.2011
4	SOCIAL	PROJET RENFORC. COMPÉTENCES SEXOSPÉCIFIQUES E DE DÉVEL. COMMUNAUTAIRE	5.950.000	19.17.2007	20.01.2009	107.461	5.842.539	1,81	31.12.2012
	SOCIAL	PROJET DE RENFORC. COMPÉTENCES SEXOSPÉCIFIQUES ET DE DÉVEL. COMMUNAUTAIRE	2.360.000	19.12.2007	20.01.2009	-	2.360.000	-	31.12.2011
		TOTAL PARTIEL	76.950.000	-	-	21.812.751	55.137.249	28,35	
1	TRANSPORT	PROJET DE RÉHABILITATION DE LA ROUTE TEMA-AFLAO	14.700.000	17.04.2002	05.12.2002	4.219.839	10.480.161	28,71	30.06.2012
	TRANSPORT	PROJET DE RÉHABILITATION DE LA ROUTE TEMA-AFLAO - SUPPLM	25.400.000	16.12.2008		-			

2	TRANSPORT	ROUTE AKATSI-DZODZE-NOEPE (AKATSI-AKANU)	12.720.000	20.12.2002	23.07.2004	3.133.455	9.586.545	24,63	30.06.2012
	TRANSPORT	ROUTE AKATSI-DZODZE-NOEPE (AKATSI-AKANU) - SUPPLM	13.400.000	16.12.2008		-			
3	TRANSPORT	AWOSHIE-POKUASE	53.590.000			-			
4	TRANSPORT	PROJET D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE 2003	18.000.000	17.09.2003	24.09.2004	4.111.322	13.888.678	22,84	30.06.2012
	TRANSPORT	PROJET D'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE 2003 G	800.000	17.09.2003	01.04.2004	505.985	294.015	63,25	30.06.2009
		TOTAL PARTIEL	138.610.000			11.970.601	126.639.399	8,64	
							-		
1	EAU/ASSAINISSEMENT	PROGR. RURAL EAU & ASSAINISSEMENT	12.800.000	08.09.2004	12.05.2005	4.457.864	8.342.136	34,83	30.06.2011
2	EAU/ASSAINISSEMENT	PROJET AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT D'ACCR (ASIP)	46.000.000	26.04.2006	23.06.2007	1.832.964	44.167.036	3,98	31.12.2011
		TOTAL PARTIEL	58.800.000	-	-	6.290.828	52.509.172	10,70	
						-	-		
1	ELECTRICITE	*PROJET DE RENFORCEMENT DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES	27.600.000	28.11.2007	20.11.2008	-	27.600.000	-	31.12.2010
		TOTAL PARTIEL	27.600.000	-	-	-	27.600.000	-	
						-	-		
		TOTAL GÉNÉRAL	730.375.893			215.538.644	474.812.834	29,51	
		PORTFEUILLE ACTIF	559.041.478			215.538.644		38,56	

Résumé des résultats du DSP original – Situation à fin 2009		
Pilier du DSP	Résultats du DSP	Situation à fin 2009
Pilier I Amélioration du cadre général des investissements	1. Réduction du délai et du coût de création d'une entreprise	Objectif atteint : Il ressort du Rapport <i>Doing Business</i> 2010 de la Banque mondiale que le délai nécessaire pour créer une entreprise est passé de 85 jours en 2005 à 34 jours. Le coût de la création d'une entreprise a également baissé, passant de 65,4 % (du revenu par habitant) en 2005 à 32,7 %.
	2. Relèvement des tarifs urbains pour permettre le recouvrement des coûts et l'extension du réseau	Objectif atteint : Les tarifs d'électricité ont été ajustés à la hausse de 35 % en décembre 2007. Les tarifs appliqués aux clients haute tension (exploitation minière, etc.) ont été ajustés à la hausse de 16,1 % en juin 2008. De plus, La Commission de régulation des services publics (PURC) a approuvé une hausse moyenne de 89 % et 36 % des tarifs d'électricité et d'eau respectivement à compter du 1 ^{er} juin 2010.
	3. La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a baissé, passant de 40 % en 1999 à 32 % en 2007	Objectif atteint : La pauvreté a reculé continuellement et l'incidence de la pauvreté a diminué, passant de 39,5 % en 1998/99 à 28,5 % en 2005/2006. Toutefois, aucune enquête sur les niveaux de vie n'a été effectuée au Ghana depuis 2005.
	4. Les dépenses restent dans les limites de l'enveloppe budgétaire	Objectif non atteint : Le déficit budgétaire s'est accru en 2008 et l'écart été de 4,6 % en 2007/08 (Rapport PEFA 2009). Toutefois, le gouvernement a adopté un plan de stabilisation budgétaire pluriannuel ciblant un déficit de 9,5 % en 2009, 6,5 % en 2010 et 4,5 % en 2011.
	5. Taux de change stable et compétitif et baisse du taux d'inflation	Résultats variables : Le Ghana applique des taux de change flexibles et maintient un régime de ciblage de l'inflation. La politique de ciblage de l'inflation est mise à rude épreuve depuis son lancement, et en dépit de la dévaluation récente du cedi, cette monnaie demeure relativement surévaluée à cause du taux d'inflation élevé.
	6. Accroissement de la productivité du secteur agricole	Objectif atteint : Accroissement de la productivité agricole et croissance sectorielle vigoureuse. Par exemple, le poids moyen du bétail à la naissance s'est accru de 9 % pour la chèvre naine d'Afrique occidentale ; de 17 % pour le mouton Djallonké ; et de 15 % pour le porc noir Ashanti, et la mortalité a baissé de 45 %. De plus, le revenu des riziculteurs s'est accru de 50 %, grâce au doublement de la production de riz qui est passée d'une moyenne de 1,5mt/ha à une moyenne de 3mt/ha, et à une baisse des importations de riz blanchi d'au moins 2037 mt., et à des épargnes correspondantes en devises
Pilier II Promotion de politiques favorables aux pauvres et de l'égalité des sexes	7. Augmentation des dépenses favorables aux pauvres	Objectif atteint : Les dépenses afférentes à la réduction de la pauvreté dans le budget se sont accrues, passant de 1,19 milliard en 2006 à 1,58 milliard en 2008 ; toutefois, comparé au budget total, le pourcentage de ces dépenses a baissé au cours de la période du DSP, passant de 24,5 % à 19,83 % en 2008
	8. Modification de la stratégie de lutte contre le VIH/sida	Objectif atteint : Un Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/sida a été élaboré pour 2006-2009 et un programme de travail pour la période 2006-2010 est mis en œuvre actuellement, axé sur le traitement des personnes infectées par le virus.
	9. Disponibilité des antirétroviraux	Objectif atteint : Le nombre de personnes dont la séropositivité est avancée et qui reçoivent des antirétroviraux est passé de 6.000 en 2006 à 23.614 en 2008.
	10. Réduction de la mortalité des moins de cinq ans	Objectif atteint : Le taux de mortalité des moins de cinq ans a baissé, passant de 111 en 2003 à 80 en 2008
	11. Amélioration de l'état de santé des enfants de moins de cinq ans	Objectif atteint : Le taux de mortalité infantile pour 1.000 naissances vivantes a baissé, passant de 71 en 2005 à 50 en 2008.
	12. Amélioration de la santé maternelle	Objectif non atteint : Le taux de mortalité maternelle est passé de 503 à 580 ; la réduction de ce taux reste un pari difficile pour le gouvernement en raison essentiellement des contraintes budgétaires qui empêchent la pérennisation de la gratuité des soins prénataux, ainsi que du faible ratio médecins/population.
	13. Réduction des écarts de scolarisation entre les garçons et les filles	Objectif atteint : Progrès constants des taux sexospécifiques globaux d'achèvement du primaire. L'indice de parité entre les sexes s'est accru, passant de 78,7 % en 2004/2005 à 88 % en 2007/2008.
	14. Accès accru à l'eau et à l'assainissement	Objectif atteint : Amélioration de l'accès à l'eau potable. La proportion de la population ayant accès à l'eau potable dans les zones urbaines est passée de 55 % en 2005 à 58 % en 2007, mais elle est retombée à 55 % en 2008. Dans les zones rurales, le taux d'accès à l'eau potable est passé de 52 % en 2005 à 57,1 % en 2008.

Ghana – Opérations du secteur public du Groupe de la Banque prévues durant la période du DSP					
Secteur/Titre du projet	Date d'approbation	Montant approuvé (millions d'UC)	Montant décaissé (millions d'UC)	Taux de décaissement (%)	État d'avancement de l'activité tangible du projet
Pilier I : Améliorer l'environnement des investissements					
Gouvernance					
Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté (PARP II)	Septembre 2005	44	43,98	100	Projet achevé en octobre 2006
Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté (PARP III)	Septembre 2008	90	60	66,66	Le gouvernement a réuni toutes les conditions requises pour le 1 ^{er} décaissement et a fait des avancées satisfaisantes au titre de la 2 ^e revue. 60 millions d'UC ont été décaissés à ce jour. Le gouvernement a demandé un important décaissement initial de 20 millions d'UC sur les 30 millions d'UC de la tranche finale, qui a été approuvé par le Conseil en janvier 2010.
Agriculture					
Programme de croissance rurale des zones du Nord *	Décembre 2007	40	0,22	2,05	Le projet est entré en vigueur et a été lancé en avril 2009. 150 appareils d'arrosage ont été totalement acquis et distribués aux agriculteurs ; l'acquisition des travaux a débuté ; l'analyse de la chaîne de valeur et l'élaboration de plans de développement des produits agricoles sont en bonne voie
Projet de sensibilisation à la commercialisation et à la qualité des produits d'exportation	Juillet 2005	17	0,719	14,50	Le projet est entré en vigueur le 24 mars 2006. Le renforcement des capacités des agriculteurs bat son plein ; l'acquisition des biens et travaux est réalisée à environ 30 % ; la revue à mi-parcours du projet est programmée pour le troisième trimestre.
Projet de développement rural des plaines d'Afram*	Mai 2006	19,97	5,12	34,53	Le projet est entré en vigueur le 02 février 2007. La construction/réhabilitation des locaux de bureaux, des résidences des employés est achevée. Les stages de pratique de terrain sont établis à l'intention des agriculteurs et des facteurs de production appropriés ont été achetés ; l'acquisition des travaux pour l'infrastructure rurale a été lancée et en est aux dernières phases ; la technologie de la pisciculture en cage pour la sous-composante de la pêche est très avancée, avec environ 240 cages prêtes à être installées.
Transport routier					
Projet d'infrastructure routière 2003 Techiman-Kintampo (Apaaso-Kintampo)	Décembre 2008	4,3	0	0	L'acquisition des travaux est achevée. La Banque a donné son avis de non-objection pour tous les trois marchés. Le décaissement n'a pas encore commencé.

(Supplémentaire)					L'avance de mobilisation devrait être décaissée fin avril 2010.
Projet routier Akatsi-Dzodze-Noepe (Supplémentaire)	Décembre 2008	13,4	0	0	
Projet Tema-Aflao (Supplémentaire)	Décembre 2008	25,40	0	0	
Projet routier Awoshie-Pokuase et de développement communautaire*	Octobre 2009	53,59	0	0	Prêt ratifié par le Parlement. Signature du prêt prévue début avril 2010
Reconstruction de la route Ffulso Junction-Sawla					Prévue pour 2010 (à évaluer en 2010)
Programme routier I Ghana-UEMOA					Le projet est entré en vigueur le 24 mars 2006 ; l'acquisition des biens et travaux a commencé ; le taux de décaissement du projet est de 18,07 % en février 2010
Électricité et énergie					
Projet de renforcement des réseaux électriques	Novembre 2007	27,60	0	0	Il n'y a pas encore d'activité concrète du projet. Les conditions requises pour le premier décaissement ne sont pas encore remplies. Les organes d'exécution ont soumis les preuves/documents qui conditionnent le premier décaissement. La réaction de la Banque est encore attendue en ce qui concerne la suffisance des documents soumis.
Pool électrique ouest-africain : Projet d'interconnexion Ghana-Togo-Bénin	Août 2006	14,86	0	0	Il n'y a pas encore d'activité concrète du projet. Les conditions requises pour le premier décaissement ne sont pas encore remplies.
Programme d'amélioration du réseau de distribution (Northern Electricity Department)					Prévu pour 2010 (risque de ne pas être évalué en raison de l'insuffisance des ressources du FAD-11)
Eau et assainissement					
Projet d'adduction d'eau de deux villes					Prévu pour 2010 (à être évaluer en 2010 – risque de ne pas être évalué en raison de l'insuffisance des ressources du FAD-11 ainsi que du changement des priorités du gouvernement)
Études économiques et sectorielles					
Profil de gouvernance pays					Non réalisée
Étude sur les impacts socio-économiques de l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement					Non réalisée
Pilier II : Promouvoir des politiques favorables aux pauvres et à l'égalité entre l'homme et la femme					
Secteur social					
Projet de renforcement de compétences sexospécifiques et de développement	Décembre 2007	7,31	0,11	1,81	Le projet est entré en vigueur le 20 janvier 2009 et il a été lancé en décembre 2009 ; l'acquisition des biens et des travaux a commencé ; le taux de

communautaire					décaissement du projet est de 1,81 % en février 2010.
Projet de réduction de la pauvreté urbaine et de décentralisation	Octobre 2005	25	8,3	33,28	Le projet est entré en vigueur le 19 juin 2006. Le taux d'exécution physique globale est 41 % et le taux de décaissement s'établit à 33,3 %. Le projet avance de manière constante et la revue à mi-parcours devrait être effectuée en juin cette année.
Projet Éducation IV					Pas entrepris
Projet Santé IV					Pas entrepris
Eau et assainissement					
Projet d'amélioration de l'assainissement d'Accra*	Avril 2006	46	1,83	3,98	
Études économiques et sectorielles					
EES : Revue des dépenses du secteur social					Non réalisée
EES : Profil de genre pays					Achévé en décembre 2007
* Ces projets n'avaient pas été proposés explicitement dans le DSP, mais ils ont été approuvés par les Conseils durant la période du DSP					

Carte du Ghana

